

LA RCA ENTRE DE PLEIN PIED DANS LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS



SOMMAIRE

■ **LA RCA ENTRE DE PLEIN PIED DANS LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS**

► PAGE 01

■ **EN BREF** ► PAGE 02

■ **INSCRIPTION SUR LA LISTE ÉLECTORALE : LE PROCESSUS OFFICIELLEMENT LANCÉ**

► PAGE 02

■ **SIBUT : LE BUREAU ÉLECTORAL RÉGIONAL INVESTIT LE TERRAIN**

► PAGE 03

■ **NON AU MARIAGE FORCÉ DES ENFANTS ET À LEUR ENRÔLEMENT DANS LES GROUPES ARMÉS** ► PAGE 03

■ **21 INCIDENTS DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME ET ABUS ENTRE LE 17 ET LE 24 JUIN** ► PAGE 04

■ **LA FORCE DE LA MINUSCA DÉMANTÈLE UN CAMP DU FDPC DANS L'OUEST DU PAYS**

► PAGE 04

■ **BAORO S'ENGAGE À ABANDONNER LES EXÉCUTIONS EXTRAJUDICIAIRES**

► PAGE 05

■ **LES POPULATIONS DE BAORO S'ENGAGENT À ABANDONNER LES EXÉCUTIONS EXTRAJUDICIAIRES** ► PAGE 06

La République centrafricaine est entrée de plein pied dans la préparation des élections prévues pour la fin de l'année 2015 avec la publication par l'Autorité nationale des élections (ANE), le 19 juin, du chronogramme des activités planifiées dans le cadre du processus électoral qui se déroulera fin 2015.

Du point de vue de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies en Centrafrique (MINUSCA), cette publication officielle du chronogramme électoral constitue un signal fort de la volonté des autorités centrafricaines de tenir les consultations dans le délai imparti par la Transition. C'est ce qu'a déclaré, le 24 juin à Bangui, le Chef de la Division de l'Assistance électorale intégrée de la MINUSCA, Mathieu Bouah Bilé, lors du point de presse hebdomadaire de la Mission. Il a souligné que la publication du chronogramme aura également pour effet de faciliter la mobilisation des ressources en vue de combler le gap financier de 21.158.420 dollars américains du panier de fonds électoral (basket fund).

Pour illustrer « le lien entre la volonté politique et l'accompagnement financier international », M. Bilé a annoncé la contribution, dans la matinée du 24 juin 2015, d'un montant de 200.000 euros de l'Italie. L'Union africaine (UA) a, quant à elle, promis une enveloppe de 500.000 dollars américains, a-t-il fait savoir.

Le recensement électoral devrait s'achever le 27 juillet, suivi par le référendum constitutionnel, le 4 octobre. Les élections présidentielle et législatives se dérouleront le 18 octobre, pour le premier tour, et le 22 novembre, pour le second tour, a fait savoir le président de l'ANE, Dioudonné Kombo-Yaya.

Depuis le 10 juin, le matériel électoral a commencé à arriver en RCA et devrait se poursuivre jusqu'à début juillet. Parallèlement, la sécurisation des élections est une priorité centrale, et la MINUSCA y contribuera conformément à son mandat et à ses capacités. Dans ce cadre, des ateliers et autres rencontres se tiennent en vue de la tenue du processus électoral dans les meilleures conditions possibles ●

EN BREF

■ **GRÂCE AUX EFFORTS CONJOINTS DES CASQUES BLEUS**, des forces internationales et des forces de sécurité intérieure qui ont intensifié leurs actions sur le terrain sur dans le quatrième arrondissement, seulement huit infractions ont été enregistrées pour la semaine du 18 au 25 juin au niveau de l'Etat-major conjoint de Bangui, contre 12, la semaine précédente. Dans le détail, ces infractions portent sur un cas de lynchage, un cas de vol de moto, un cas de cambriolage et cinq cas de vol simple. Sur ces huit infractions, sept ont été élucidées et 13 personnes au total ont été interpellées. A cela il faut ajouter la saisie de deux pistolets, trois munitions et une grenade. Les Casques bleus ont également retrouvé dans le deuxième arrondissement, un véhicule volé.

■ **LE MAIRE DU SEPTIÈME ARRONDISSEMENT DE BANGUI** et le chef de la composante Police de la MINUSCA (UNPOL) ont visité le Port Sao et discuté de la situation sécuritaire actuelle sur le fleuve Oubangui en

amont et en aval de la capitale centrafricaine. A cet effet, la Police et la Force de la MINUSCA ainsi que les forces de sécurité intérieure ont mis en place un plan d'action conjoint en vue de mieux protéger les populations et les activités commerciales sur le fleuve Oubangui.

■ **LE 26 JUIN AU CAMP MOANA (HUITIÈME ARRONDISSEMENT DE BANGUI)**, 123 éléments dont 17 femmes de l'Unité de Police constituée (FPU) de la République Démocratique du Congo (RDC) de la MINUSCA ont reçu la médaille de l'ONU. Le Commandant de la FPU, Lenge Longo Lyly, a par ailleurs été promu au grade de Commissaire Supérieure de Police, après 18 ans de service. Ont pris part à cette célébration le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSCA, le Général Babacar Gaye, et le Commissaire de la Police de la MINUSCA, Luis Miguel Carrilho, ainsi qu'un représentant de l'Ambassadeur de la RDC en République Centrafricaine. Le directeur

général de la Police nationale centrafricaine et le Maire du 3^e arrondissement de Bangui étaient également présents.

■ **LA MINUSCA A RENDU UN DERNIER HOMMAGE**, le 26 Juin, au sous-officier pakistanais, l'Adjudant Naib Subedar Habib Ullah, décédé le 24 Juin à Kaga-Bandoro. A l'occasion d'une cérémonie organisée au siège de la MINUSCA, en présence du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, le Général Babacar Gaye, d'autres Casques bleus et du personnel civil de la MINUSCA, le commandant de son unité a salué la contribution de l'Adjudant Habib Ullah au service de la paix en Centrafrique sous la bannière de l'ONU. Il faisait partie des pionniers de l'Unité du Génie Pakistanaise et a beaucoup contribué dans la construction du camp de la MINUSCA à Kaga-Bandoro. La victime est le septième militaire décédé depuis le déploiement de la MINUSCA. Il était âgé de 48 ans. Il laisse une veuve et trois orphelins ●

INSCRIPTION SUR LA LISTE ÉLECTORALE : LE PROCESSUS OFFICIELLEMENT LANCÉ



UN Photo / Franck GNAPIE

Le 29 juin a marqué le démarrage officiel de l'opération sur l'ensemble du territoire avec l'inscription de la Cheffe de l'Etat de Transition, Mme Catherine Samba

Panza. C'était lors d'une cérémonie officielle qui a eu lieu dans l'enceinte de l'école Colomb de Ngaragba (septième arrondissement de Bangui), en présence du Représentant

spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSCA, le Général Babacar Gaye, des élus locaux, de membres du Corps diplomatique, ainsi que de repré-



sentants de la communauté internationale.

«*Je suis citoyenne centrafricaine. Et à ce titre, il me faut venir accomplir mon devoir en m'enregistrant sur la liste électorale* », a indiqué la Cheffe de l'Etat de Transition au sortir de la salle d'enregistrement, munie de son récépissé. «*En tant que Cheffe de l'Etat, je donne l'exemple pour in-*

citer tous les citoyens centrafricains en âge de voter de faire comme moi », a-t-elle ajouté.

Par le biais de sa Division de l'Assistance électorale intégrée, la MINUSCA apporte un appui au processus électoral via la définition et la fourniture de l'assistance technique et logistique aux autorités de la Transition, et notamment l'Autorité

Nationale des Elections, en vue de préparer et organiser des élections (référendum constitutionnel, présidentielle et législatives) libres, justes, transparentes et ouvertes à tous. La Mission assure aussi la coordination de l'assistance technique internationale et appuie la sécurisation du processus électoral par l'élaboration d'un plan de sécurité des élections •

LE SAVIEZ-VOUS ?

La section Genre de la MINUSCA et la Division de l'Assistance électorale intégrée réunies au sein d'un comité ad hoc « *Genre et Elections* », ont initié une série de rencontres dans tous les arrondissements de Bangui, afin d'amener les populations à s'inscrire massivement sur la liste électorale et susciter les candidatures féminines. Six équipes sont à pied d'œuvre pour mener à bien cette opération •

SIBUT : LE BUREAU ÉLECTORAL RÉGIONAL INVESTIT LE TERRAIN

Le bureau électoral régional de la MINUSCA à Sibut (à 180 km au nord de Bangui) a mené, fin juin, plusieurs activités de terrain dans le cadre des activités de préparation des prochaines élections.

Une séance de travail s'est tenue entre la MINUSCA et les membres des démembrements de l'Autorité nationale des Elections (ANE) de Sibut et de Galafondo (30 Km au sud de Sibut), en vue, d'une part, d'harmoniser et de compléter les statistiques sur les dossiers de formateurs, superviseurs et agents recenseurs. D'autre part, il s'est agi d'échanger sur les plans de sensibilisation des

populations dans les deux localités. En rapport avec les statistiques, les données récoltées portent sur 290 dossiers d'agents recenseurs sélectionnés pour la sous-préfecture de Sibut et 89 dossiers pour la commune de Galafondo. Dans l'ensemble, le bureau électoral régional a reçu et consolidé les données de sept démembrements sur les huit que compte la préfecture de la Kemo.

Saisi, à la demande de sa hiérarchie, par un représentant du Parti de l'Unité nationale (PUN) au sujet du repérage des sites de recensement et bureaux de vote préalablement effectué par les autorités administratives et l'Autorité Sous-préfecto-

rale des Elections (ASPE), le bureau électoral régional de la MINUSCA a aussitôt initié une rencontre entre le plaignant et l'ASPE en présence du sous-préfet de Sibut. Les échanges ont permis d'expliquer à nouveau la cartographie électorale actuellement en cours d'élaboration et qui devra permettre de résoudre toutes les incompréhensions.

Enfin, la MINUSCA prépare une mission dans la sous-préfecture de Ndjoukou (87 km au sud-est de Sibut), afin de recueillir les données et finaliser les statistiques dans la région de la Kemo •

NON AU MARIAGE FORCÉ DES ENFANTS ET À LEUR ENROLEMENT DANS LES GROUPES ARMÉS

Organisée par la fondation Voix du Cœur avec le soutien de la MINUSCA et de l'ONG Save the Children, la 25e Journée de l'Enfant africain a été célébrée en République centrafricaine, le 16 juin, sous le thème: « *Enfant, pas soldat* ». Selon le chef de la section Protection de l'Enfant de

la MINUSCA, Charles Fomuniam, « *en Centrafrique, surtout depuis ces deux dernières années, les enfants ont été associés aux activités des groupes armés et les combattants prennent les fillettes pour épouses* ». Pour les dissuader, la MINUSCA, avec d'autres partenaires ont mené plusieurs activités.

Il s'agit, notamment, de la sensibilisation des leaders communautaires des arrondissements de Bangui qui pour M. Fomuniam, « *ont un grand rôle à jouer pour refuser l'association des enfants dans les groupes armés* ». Ces derniers guident d'autres habitants pour prendre des mesures préventives, notamment



« donner des conseils aux enfants pour leur montrer le mal de rejoindre les groupes armés ». Ils ont également mené des actions auprès des enfants scolarisés et de la rue, en vue de leur rappeler que « leur place se trouvent à l'école, car ce sont les futurs leaders du pays ». Enfin, ces enfants ont été instruits sur les dangers des mines. « Nous avons

constaté que dans Bangui des gens ont été victimes des mines. C'est pourquoi nous avons demandé aux enfants de ne pas s'approcher des objets non identifiables et de les montrer directement aux adultes », a dit le chef de la section Protection de l'Enfant de la MINUSCA.

Les résultats de ce dialogue entre la

MINUSCA et les groupes armés en Centrafrique sont satisfaisants selon M. Fomunyam : « En 2014, 2.800 enfants soldats ont été libérés et lors du Forum de Bangui, les groupes armés ont signé un accord avec le Gouvernement pour relâcher les enfants qui se trouvaient dans leurs rangs. »

Rappelons qu'au niveau mondial, la thématique retenue pour la Journée de l'Enfant Africain est « Le mariage forcé des enfants ». Dans les sociétés africaines, « le mariage forcé des enfants » reste une triste réalité qui prend de plus en plus de l'ampleur, s'inquiète Charles Fomunyam. Ce phénomène a des conséquences sur les plans social et sanitaire.

En 1990, à l'occasion de la validation de la Charte du bien-être des enfants, l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), actuelle Union Africaine (UA) a institué au 16 juin de chaque année, la commémoration de la Journée de l'Enfant africain ●

21 INCIDENTS DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME ET ABUS ENTRE LE 17 ET LE 24 JUIN

Entre le 17 et le 24 juin, la Division des droits de l'homme (DDH) de la MINUSCA a pu surveiller, vérifier et documenter, aussi bien à Bangui que dans l'arrière-pays, 21 incidents de violations et abus des droits de l'Homme ayant causé plusieurs victimes dont 24 cas d'atteinte au droit à la vie et neuf cas d'atteinte à l'intégrité physique. Selon des témoignages recoupés de plusieurs sources, dont les familles de victimes et certains survivants, les auteurs présumés sont des groupes armés appartenant

aux anti-Balaka, aux ex-Seleka, au groupe rebelle « Révolution et Justice », à la communauté Peuhle, à l'Armée de Résistance du Seigneur sans oublier d'autres éléments armés que les victimes n'ont pas pu identifier. Les gardes-frontières du Tchad sont aussi cités dans des affrontements à Markounda, un village situé à 187 Km de Bossangoa sur la frontière Tchad-RCA. La MINUSCA déplore une hausse des violations et constate que la plus part des incidents signalés se sont produits dans la préfecture de l'Ouham.

Au cours de la même période, la DDH MINUSCA a conduit des missions de terrain à Banziti, Faya1, Domodo, Bissingale, Markounda, Birao et à Yalinga, afin d'évaluer la situation des droits de l'Homme, vérifier des faits et confirmer certaines allégations. Par ailleurs, plusieurs visites de routine de lieux de détentions ont été effectuées à Bangui, Bouar, Kaga-Bandoro, Berberati et Bria. Il en est de même pour les rencontres avec les autorités judiciaires et les officiers de police judiciaires dans le pays ●

LA FORCE DE LA MINUSCA DÉMANTÈLE UN CAMP DU FDPC DANS L'OUEST DU PAYS

Les Casques bleus de la MINUSCA ont démantelé, le 20 juin, un camp du Front Démocratique pour le Peuple Centrafricain (FDPC) au nord-Est de la ville de Zoukumbo, Préfecture de la Nana-Mambéré, dans l'Ouest du pays. Des éléments du FDPC sévissaient,

en effet, le long de la route principale d'approvisionnement numéro un, en perpétrant des actes de terreur, braquages et de prises d'otages,

en effet, le long de la route principale d'approvisionnement numéro un, en perpétrant des actes de terreur, braquages et de prises d'otages,



rançonnaient la population dans la zone comprise entre Baboua et Zokoumbo. A plusieurs reprises, ils ont ouvert le feu sur les patrouilles de la MINUSCA qui sécurisaient ce secteur.

A la faveur de l'opération «*l zi légué*» - «*Libérez la voie*», la Force de la MINUSCA a détruit la base de ce groupe et contraint ses membres à prendre la fuite. Des armes, des munitions, des pièces d'identité de différents pays et de la drogue, entre autres, ont été trouvées sur place par la Force.

L'opération «*l zi légué*» suit son cours, avec pour objectif de restaurer la libre circulation et la sécurité sur la route principale numéro un qui assure l'approvisionnement de la capitale, Bangui ●

BAORO S'ENGAGE À ABANDONNER LES EXÉCUTIONS EXTRAJUDICIAIRES



Les populations de Baoro, dans la Préfecture de la Nana-Mambéré dans l'Ouest du pays, se sont engagées, le 28 juin, à mettre fin aux exécutions extrajudiciaires issues de la vindicte populaire contre leurs concitoyens accusés de pratique de sorcellerie et de charlatanisme. Elles se disent également prêtes à arrêter les violations massives des droits de l'homme et à s'insérer dans la dynamique de la réconciliation, de la cohésion sociale et à commencer à écrire ensemble une nouvelle page du vivre ensemble. De même, elles ont assuré vouloir mettre un terme à la stigmatisation, à l'image de «*ville*

de l'horreur» dont souffre la localité.

Ces engagements ont été pris lors d'échanges des représentants de la MINUSCA et les populations en présence des hommes et femmes de medias centrafricains, à l'occasion d'un voyage de presse organisé par la Mission dans la Préfecture de la Nana-Mambéré. La Mission a dit prendre acte de ces engagements tout en espérant qu'ils seront suivis d'effets tangibles.

Au cours des échanges, comme à Bouar, les habitants de Baoro ont eu l'occasion de s'exprimer sur leurs attentes quant au processus électoral qui devrait marquer, espèrent-

ils, le retour définitif de l'autorité de l'Etat et des services administratifs notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation.

Dans le même ordre d'idées, ils ont souhaité la réhabilitation de la Maison d'arrêt de Baoro afin de mieux lutter contre l'impunité. La sous-préfecture a souhaité l'amélioration de la situation sécuritaire afin qu'elle jouisse des dividendes du retour de la paix notamment à travers la reprise des activités commerciales et la création d'emplois pour les jeunes pour qu'ils se détournent de la violence et du banditisme ●

NANA-MAMBÉRÉ : TROIS PROJETS À IMPACT RAPIDE POUR LA RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT



UN Photo / Yaye Nabo SEVNE

La Préfecture de la Nana-Mambéré dans l'Ouest de la République centrafricaine, a bénéficié d'une nouvelle impulsion en recevant des équipements et du matériel de bureau le 25 juin. Cet appui à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'Etat, d'une valeur de 22.980.000 FCFA, lui a été apporté par le bureau régional de la MINUSCA à Bouar dans le cadre d'un projet à impact rapide. Il vise à favoriser la reprise des services administratifs en encourageant les fonctionnaires à regagner leur poste après la crise et en améliorant les conditions de travail dans les services déconcentrés de l'Etat. Dans ce même cadre, les bâtiments administratifs ont fait peau neuve avec du mobilier nouveau pour remplacer celui qui a été détérioré lors de la crise.

Cette intervention de la MINUSCA vient satisfaire des besoins urgents pour que la restauration et l'extension de l'autorité de l'Etat soient une réalité, comme l'a indiqué le Préfet de la Nana-Mambéré, Frédéric

Ouaganda, lors de la cérémonie officielle de remise du matériel.

Conformément à son mandat d'appui à la restauration et à l'extension de l'autorité de l'Etat, la MINUSCA a également lancé les travaux de réhabilitation de la Maison d'arrêt de Bouar. Des trois centres carcéraux que compte la Préfecture de la Nana-Mambéré aucune n'est fonctionnelle à ce jour. Ce projet, une priorité pour la MINUSCA, est donc un signal fort en faveur du retour de l'Etat de droit, la lutte contre l'impunité mais aussi la protection des droits de l'homme. D'un montant d'environ 27.000.000 FCFA, la réhabilitation de la Maison d'arrêt sera achevée dans 12 semaines. La prison rénovée sera désormais équipée de lits individuels, d'une cuisine, de toilettes et d'un bloc administratif pour répondre un minimum aux normes internationales. La Force de la MINUSCA assurera la sécurisation des lieux.

De plus, les autorités et les habitants de Bouar ont inauguré le pont réhabilité sur la rivière Gouna par la

MINUSCA à travers un autre projet à impact rapide d'un montant de 18.335.000 FCFA. Inondé pendant la saison et instable en raison de sa vétusté, ce pont a coûté la vie à de nombreux habitants de Bouar selon M. Frédéric Ouaganda. En outre son impraticabilité, il divisait de fait la ville de Bouar en deux. Sa réhabilitation permet non seulement une meilleure accessibilité des populations à l'ensemble de la ville mais constitue aussi un symbole de la relance économique, deux aspects essentiels à la paix sociale. Les travaux de réhabilitation qui bénéficiaient de l'appui des autorités administratives et des populations ont fourni une source de revenus à 29.900 hommes et femmes.

Accueillant avec satisfaction cet appui de la MINUSCA, le Préfet de la Nana-Mambéré a saisi ces occasions pour s'engager à veiller sur ces projets et à les entretenir dans le sens de l'intérêt commun et au nom de la crédibilité des autorités centrafricaines •

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU PERSONNEL DE LA PRISON DE BANGUI



UN Photo / Lawrence TAM

La Direction de l'Administration Pénitentiaire et l'Etat-major des forces armées centrafricaines appuyées par la Section des Affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA a lancé, le jeudi 18 juin 2015 au sein du Camp MAMICA à Bangui, une série de formations continues au profit du personnel du premier Bataillon d'Infanterie Territoriale (BIT1), à l'effet de renforcer les capacités de chaque section avant son déploiement pour l'exercice du service public pénitentiaire à la prison de Ngaragba et de son annexe du camp de Roux.

Au cours de cette formation qui se tiendra deux jours par semaine sur plusieurs mois, les soldats acquerront les techniques relatives à l'accueil, la fouille et au contrôle des mouvements des visiteurs et des détenus au sein des établissements pénitentiaires. Ils apprendront les conditions d'usage de la force et des armes en milieu pénitentiaire et seront également instruits sur les différents postes de la Maison Centrale de Ngaragba, les attributions et les responsabilités de chaque élément à son poste.

Dans le cadre de son mandat

de stabilisation de la République centrafricaine, la MINUSCA vient en appui au système pénitentiaire national, par le biais d'un vaste programme de renforcement des capacités techniques et professionnelles du personnel, a rappelé le représentant de la section des Affaires judiciaires et pénitentiaires, Sogo Luc Zina. La Mission « *répond ainsi à la recommandation des états généraux de la de la Justice centrafricaine tenus en 2007 et portant, entre autres, sur l'adoption d'une stratégie nationale de réforme du système pénitentiaire* », a-t-il conclu •



MINUSCA *en* ACTION

LA MINUSCA APPUIE LA RÉHABILITATION DES PRISONS DE NGARAGBA ET BIMBO

UN Photo / Nektarios MARKOGIANNIS



La Section Justice et affaires pénitentiaires de la MINUSCA a visité, le 17 juin, la prison pour femmes de Bimbo et l'annexe en construction au camp de Roux (Etat-major) de la prison pour hommes de Ngaragba. Ces visites s'inscrivent dans le cadre d'un plan triennal discuté entre la MINUSCA et l'administration pénitentiaire centrafricaine destiné à réhabiliter et équiper les maisons d'arrêt du pays.

A la prison de Bimbo, ce sont 66 lits, 66 matelas, 66 paires de draps et 66 moustiquaires imprégnées qui ont été mis à dispositions des détenus. Des douches et des toilettes ont également complété le matériel.

A ce jour, la prison pour femmes compte 16 pensionnaires au total. Au Camp de Roux, les travaux de l'annexe de la prison de Ngaragba sont en phase de finition. Le bâtiment comprend deux salles de huit lit chacune pour les prisonniers. Des moustiquaires imprégnées et des fenêtres construites aux normes complètent l'équipement. Au niveau des deux prisons, il a été aménagé des cuisines.

Il convient de rappeler que la MINUSCA a pour mandat de « *concourir à renforcer notamment par l'assistance technique, les capacités de l'appareil judiciaire de la République centrafricaine et des ins-*

titutions nationales de défense des droits de l'Homme, et contribuer aux efforts de réconciliation nationale ».

La carte pénitentiaire de la République Centrafricaine se structure autour d'une soixantaine de maisons centrales et maisons d'arrêt officiellement créées avant l'indépendance du pays pour la plupart. Mais du fait de la vétusté très avancée et par manque d'entretien, certaines se sont effondrées. Des 38 prisons officiellement reconnues en 2012, seules quatre sont en état de fonctionnement actuellement (Ngaragba, Bimbo, Berberati et Mbaïki) ●

Suivez les activités de la MINUSCA sur :



MINUSCA en ACTION

Production
UNITÉ - PUBLICATION ET MULTIMÉDIA
BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DE
L'INFORMATION PUBLIQUE DE LA MINUSCA

BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION PUBLIQUE DE LA MINUSCA

<https://www.minusca.unmissions.org>

<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>

<https://facebook.com/minusca.unmissions>

https://twitter.com/UN_CAR

